

15.05.2012 - 13:04 Uhr

Les dirigeants d'UBS et de Credit Suisse soutiennent plus généreusement Romney qu'Obama

Genève (ots) -

Une enquête réalisée par World Radio Switzerland a révélé que les dirigeants des banques suisses UBS et Credit Suisse ont apporté leur soutien en masse au candidat républicain Mitt Romney en vue des élections présidentielles américaines qu'il disputera en novembre prochain face à Barack Obama.

Les dirigeants de Credit Suisse ont à ce jour financé la campagne de M. Romney à hauteur de 316 160\$, soit un montant légèrement supérieur à celui octroyé à la campagne de Barack Obama en 2008. Toutefois, selon les chiffres établis par le Center for Responsive Politics à Washington et publiés via son site internet OpenSecrets.org, ils n'ont alloué que 18 132\$ à la campagne du président sortant.

Les dirigeants d'UBS ont pour leur part apporté leur soutien au camp Romney à hauteur de 182 500\$ contre 87 700\$ pour M. Obama. Lors des dernières élections, ils avaient octroyé à M. Obama un montant total de 532 000\$. Quant à Robert Wolf, président d'UBS Americas, patron de sa banque d'investissement et membre de deux comités consultatifs de la Maison-Blanche pour Barack Obama, il a, au cours de l'actuelle campagne électorale, fait au Democratic National Committee un don qui n'a pas dépassé 61 600\$.

Sheila Krumholz, directrice générale du Center for Responsive Politics, publie une foule de données sur OpenSecrets.org et estime qu'une tendance claire se dessine. «S'ils s'écartent de Barack Obama, c'est parce que le mécontentement gronde à Wall Street et que les banques sont convaincues que Mitt Romney comprend leurs activités. Issu du secteur privé, il est très à l'aise avec l'élite de Wall Street.»

Ce basculement en faveur du camp républicain est plus marqué du côté des dirigeants du Credit Suisse que d'UBS puisqu'ils ont, jusqu'à présent, alloué deux fois plus d'argent aux campagnes républicaines.

Credit Suisse s'est refusé à tout commentaire à la World Radio Switzerland. Peter McKillop, Chief Communications Officer chez UBS Americas, a quant à lui déclaré à la World Radio Switzerland qu'aucune stratégie ambitieuse n'avait été mise en place par la banque. «UBS ne s'identifie à aucun candidat politique en particulier. Nous sommes en démocratie, donc chaque employé est bien sûr libre de soutenir son candidat préféré. Je pense que c'est le point le plus important. Par conséquent, UBS en tant que société n'a soutenu aucun candidat, qu'il soit démocrate ou républicain, durant la présente campagne électorale.»

Selon des analystes des deux côtés de l'échiquier politique à Washington, un Congrès dominé par les républicains serait plus enclin à modifier la réglementation adoptée depuis la crise financière de 2008. Les lobbyistes de la finance souhaitent revenir sur certains aspects de la loi Dodd-Frank et de la FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), qui devraient exiger des banques étrangères des rapports plus rigoureux. La loi FATCA est extrêmement impopulaire auprès des législateurs et des banquiers suisses. Les analystes estiment en outre qu'un contrôle républicain permanent de la Chambre des représentants bloquerait certainement l'adoption du «Stop Tax Haven Abuse Act» du sénateur Carl Levin.

Dan Mitchell, haut membre du libertarien CATO Institut, est convaincu qu'il est possible de persuader les républicains de modifier certaines des mesures les plus contraignantes imposées aux entreprises étrangères par la loi FATCA. «Cette loi est incroyablement mauvaise et constitue le grain de sable dans l'engrenage de l'économie mondiale, qui rend l'Amérique beaucoup moins attrayante pour les investisseurs et les entreprises. Je crois qu'il n'y a aucune chance que la loi FATCA soit réexaminée si M. Obama est réélu et reste à la Maison-Blanche.»

Credit Suisse est la plus importante des banques suisses de premier plan à faire actuellement l'objet d'une enquête par le ministère de la justice et l'administration fiscale des États-Unis concernant des allégations selon lesquelles elle aiderait activement les Américains en matière d'évasion fiscale. Ces derniers mois ont été marqués par une incertitude permanente des citoyens sur la capacité des Suisses et des Américains à trouver un accord de règlement propre à UBS.

Rebecca Wilkins, membre du groupement «Citizens for Tax Justice», estime que Credit Suisse considère les républicains plus favorables pour un accord à long terme. «Je pense qu'ils espèrent qu'une administration républicaine sera beaucoup plus souple; s'ils parviennent à bloquer l'adoption d'un accord avec le ministère de la

justice cette année, peut-être qu'en janvier prochain il y aura une nouvelle administration républicaine moins agressive pour engager des poursuites contre la banque.»

Contact:

Philippe Mottaz
Directeur, WRS
Mobile: +41/79/203'43'80

Catherine Allen
Directrice de l'information, WRS
Mobile: +41/79/527'61'63

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020414/100718513> abgerufen werden.